

BVGer D-6411/2016 vom 20. Dezember 2018

Bundesverwaltungsgericht, 2018-12-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_D-6411_2016

FR: TAF D-6411/2016 du 20 décembre 2018

IT: TAF D-6411/2016 del 20 dicembre 2018

Regeste

Asile (sans exécution du renvoi)

Erwägungen

E. 5

En conséquence, il y a lieu d'admettre le recours et d'annuler les chiffres 1 et 3 de la décision du SEM pour violation du droit fédéral (cf. art. 106 al. 1 let. a LAsi). Partant, il y a lieu, sur ces points, de lui renvoyer la cause afin qu'il rende une nouvelle décision dûment motivée.

E. 6

Lorsque l'affaire est renvoyée à l'instance précédente pour nouvelle décision, dont l'issue reste ouverte, la partie recourante est considérée comme ayant obtenu gain de cause, conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral (cf. ATF 137 V 210 consid. 7.1 et réf. cit.).

E. 6.1

Au vu de l'issue de la cause, il y a lieu de statuer sans frais (cf. art. 63 al. 1 à 3 PA).

E. 6.2

Devant être considérée comme ayant obtenu gain de cause, la recourante a droit à des dépens pour les frais nécessaires causés par le litige et dont l'octroi prime sur l'assistance judiciaire totale (art. 7 du règlement du 11 décembre 2006 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). Le Tribunal fixe les dépens et l'indemnité des avocats commis d'office sur la base du décompte qui doit être déposé. A défaut de décompte, il fixe l'indemnité sur la base du dossier (cf. art. 14 FITAF). Il y a lieu de rappeler que le tarif horaire en matière d'asile retenu par le Tribunal est en règle générale de 100 à 150 francs pour les mandataires professionnels ne bénéficiant pas du brevet d'avocat (cf. art. 10 al. 2 FITAF). Seuls les frais nécessaires sont indemnisés (cf. art. 8 al. 2 FITAF). En l'occurrence, en l'absence d'un décompte de prestations de la mandataire, il se justifie d'allouer à A. _____ un montant de 700 francs (TVA comprise), à la charge du SEM, pour l'activité indispensable déployée par dite mandataire dans le cadre de la présente procédure de recours. (dispositif page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.